

Réunion du jeudi 26 septembre 2019 à l'Espinas

[je ne mentionne pas les noms des personnes présentes]

La réunion assemble 9 personnes et s'ouvre par un "tour météo", qui laisse à chacun le temps d'exprimer son nom, son état d'esprit et les attentes qu'il.elle a pour cette réunion.

On exprime avant tout la volonté de :

- Définir des objectifs (de préférence avant la saison touristique 2020) ;
- De voir des actions plus concrètes se dessiner ;
- D'aller vers le public (de réveiller, de fédérer) ;
- De prendre toutes les occasions pour discuter de l'état d'urgence climatique et écologique (auprès des acteurs locaux, des associations dont nous faisons parti) ;
- De trouver des solutions locales ayant un effet global ;
- D'aller au-delà de demandes aux institutions et des mesures symboliques ;
- Commencer à rédiger la déclaration (afin de pouvoir le placarder partout) ;
- Intervenir auprès des institutions/personnes aux pratiques destructrices pour confronter voir poursuivre en justice ;
- Créer un collectif et agir ;
- Réfléchir à et définir les objectifs pour la situation actuelle, afin de connaître les suites de l'effort d'écriture de la déclaration ;
- Passer à l'action par tous les relais afin de provoquer une prise de conscience.

Les participants mentionnent aussi:

- La réponse honteuse de certaines personnalités concernant la dernière prise de parole de Greta Thunberg aux Nations Unies ;
- Le prise de conscience graduelle qui semble avoir lieu dans les chambres d'hôtes de l'un des participants ;
- La fatigue dont des membres font l'expérience face à la passivité omniprésente qui à permis à cette situation de s'aggraver à ce point :
- Que l'association de développement de l'AOP châtaignes en Cévennes à communiqué des recommandations de la chambre d'agriculture de pesticides et produits toxiques à utiliser sur les châtaigneraies ;
- La politique de la société Eiffage du Pont de Millau qui cause aujourd'hui une augmentation du trafic de poids lourds sur la N106 ;
- La présence de plusieurs personnes présentes aux actions de désobéissance civile organisées par Extinction Rébellion à Paris la semaine du 07 octobre.

De là découlent trois thèmes principaux, relevés par le modérateur :

- L'écriture de la déclaration d'État d'Urgence Écologique et Climatique ;
- Les modes d'action ;
- La stratégie générale à mettre en place.

L'assemblée décide de se diviser en 2 groupes: le groupe d'Écriture et le groupe de Actions-Stratégie.

La première avance une ébauche de texte disponible ici : <https://annuel.framapad.org/p/dcuce-cevennes>. On s'accorde à tenter d'utiliser ce logiciel libre pour pouvoir travailler ensemble. On reconnaît les effets néfastes de l'utilisation d'internet, mais aussi les spécificités de l'environnement cévenol en terme de transports. Aussi, certains n'ont pas d'accès à internet. Ceux-là sont prêts à faire usage des bibliothèques ou le matériel des autres.

La seconde a travaillé à identifier les leviers d'actions et ont conversé sur la stratégie générale à adopter afin que les solutions locales ayant un effet national et global. On ambitionne notamment de voir les actions portées auprès de la population locale avoir des répercussions nationales. On mentionne notamment les actions de désobéissance civile de certains Maires autour des pesticides. On aimerait ainsi s'inscrire dans une dynamique plus grande, en faisant des liens avec des organisations régionales, nationales et internationales. On identifie le besoin d'agir auprès du plus grand nombre d'acteurs locaux afin de rendre la conversation autour du sujet universelle. Afin de définir des modes d'action proportionnelles et efficaces face à tous ces acteurs, on propose de les référencer et d'en faire une analyse, pour commencer des actions. On mentionne aussi l'action d'Extinction Rébellion au Royaume-Uni, qui a choisie Greenpeace comme l'une de ses premières cibles. Ceux que l'on croit nos alliés mais qui sont actuellement incapables de prendre des mesures conséquentes face à la gravité de la situation, doivent aussi être référencés. Les actions pourront évoluer d'entrisme (faire mention chaque fois de la crise) jusqu'aux actions de désobéissance civile.

On discute notamment sur les élections municipales prochaines comme un événement auquel il faudra être présent.

On énumère des choses qui pourraient se dessiner :

- Faire signer des professions de foi aux élus ?
- Leur faire déclarer l'état d'urgence écologique et climatique ?
- Faire débat ?

Finalement, on distingue les points d'action suivants :

1. Identifier et analyser les positions des acteurs locaux afin de dessiner des actions ;
2. Identifier les dates et les événements intéressants pour notre intervention ;
3. Créer une liste de demandes (cf. déclaration) ;

On mentionne aussi des points qui semblent clef au groupe Actions-Stratégie pour la déclaration d'État d'Urgence :

- L'utilisation d'un vocabulaire qui parle (e.g. monde vivant vs. biodiversité) et qui inclut une dimension émotionnelle ;
- Une dimension concernant la finitude des ressources ;
- Inclure en cette déclaration le narratif de notre collectif, en faire un document explicite.

On conclut la réunion en faisant un tour météo, dont on relève une satisfaction générale d'avancer, et de se lancer, sachant que le moindre pas est bénéfique. On s'accorde à dire que le format de la réunion peut être poursuivi, tout en restant critique. On va essayer.

Les prochaines dates !

- 14 Octobre: Assemblée Citoyenne Générale (un compte-rendu de cette réunion et du travail réalisé pourra être donné, facilitatrice : Véro) ;
- 22 Octobre : Réunion du Groupe de Travail du Collectif (facilitateur : Bas).

Points d'action:

- Travailler sur la rédaction, en ajoutant des commentaires en couleur sur <https://annuel.framapad.org/p/dcuce-cevennes> ;
- Travailler sur le référencement des acteurs locaux et en faire une analyse. L'ébauche est disponible sur https://annuel.framapad.org/p/collectif_cev_act_ref_analyse_espinas
- Réfléchir sur la nature et les demandes du 'collectif', ébauche sur https://annuel.framapad.org/p/collectif_cev_fondation_espinas

P.S : Ci-dessous une explication du logiciel :

—— Ce texte est à effacer (après lecture si c'est votre première visite) ou à conserver en bas de votre pad
——

Bienvenue sur Framapad !

Ce service s'inscrit dans le réseau associatif Framasoft qui propose un ensemble de sites et de projets autour du logiciel libre, sa culture et son état d'esprit.

➡ Comment commencer ?

- Renseignez votre nom ou pseudo, en cliquant sur l'icône « utilisateur » en haut à droite.
- Choisissez votre couleur d'écriture au même endroit.
- Lancez-vous : écrivez sur votre pad !
- Les contributions de chacun se synchronisent « en temps réel » sous leur propre couleur.

➡ Comment partager / collaborer ?

- Sélectionnez et copiez l'URL (l'adresse web dans la grande barre en haut à gauche du navigateur)
- Partagez-là à vos collaborateurs et collaboratrices (email, messagerie, etc.)
- Attention : toute personne ayant cette adresse d'accès peut modifier le pad à sa convenance.
- Utilisez l'onglet chat (en bas à droite) pour séparer les discussions du texte sur lequel vous travaillez.

➡ Comment sauvegarder ?

- Il n'y a rien à faire : le texte est automatiquement sauvegardé, à chaque caractère tapé.
- Marquez une version (un état du pad) en cliquant sur l'icône « étoile ».
- Retrouvez toute l'évolution du pad et vos versions marquées d'une étoile dans l'historique (icône « horloge »).

• Importez et exportez votre texte avec l'icône « double flèche » (formats HTML, texte brut, PDF, ODF...) ou avec un copier/coller.

Important ! N'oubliez pas de conserver quelque part l'adresse web (URL) de votre pad.

Bon travail collaboratif :)

Merci pour votre attention et votre confiance.

—— Ce texte est à effacer (après lecture si c'est votre première visite) ——

****ATTENTION****

CETTE INSTANCE PROPOSE DES PADS À EFFACEMENT AUTOMATIQUE !
VOS PADS SERONT AUTOMATIQUÉMENT SUPPRIMÉS AU BOUT DE 62 JOURS (2 MOIS) SANS ÉDITION !

Si le contenu de votre pad bimestriel a été effacé, c'est qu'il n'avait pas été modifié depuis plus de 62 jours consécutifs.

Essai, j'écris donc en -dessous

Je vous transmets telle quelle la proposition d'Antonin

Déclarer l'Etat d'Urgence Ecologique

Petites contributions d'Antonin Adolphe, diplômé du master 'Climat, Agriculture et écosystèmes' à AgroParisTech, ami de Dominique, et le cœur tourné vers les Cévennes.

Contexte :

Les décennies à venir seront le théâtre de bouleversements sans précédents, non seulement du point de vue climatique (réchauffement, sécheresses, canicules, inondations) mais également du point de vue écologique (détérioration globale des écosystèmes, désertification, pollutions à l'azote, aux composés chimiques). Toutefois, à l'échelle des territoires, **l'urgence est bien écologique** : il s'agit de préserver, autant que faire se peut, des écosystèmes entiers, compte tenu d'un réchauffement climatique dont on connaît déjà à peu près l'ampleur pour les 20 prochaines années¹. Au-delà de la préservation, il est vital de permettre aux milieux naturels et agricoles de s'adapter aux nouvelles conditions à venir. Dans ce contexte, la **restauration des écosystèmes** et le renforcement de leur résilience naturelle doit être une, si ce n'est la priorité collective, surtout dans un territoire qui y puise une bonne partie de son activité économique via le tourisme. En effet, que deviendront le Chemin de Stevenson, le GR Urbain V, le tourisme « nature » dans son ensemble, si les forêts ont déperissé, ou si les collines ont toutes été vouées à la monoculture de pins ?

En parallèle, pour se préparer à l'après-pétrole², il s'agit d'anticiper l'évolution des pratiques collectives et individuelles, que ce soit en ce qui concerne la mobilité, le logement, l'utilisation des terres, l'alimentation ou la démocratie. Des concertations citoyennes seront certainement indispensables pour assurer la participation de chacun.e aux décisions, afin de tracer ensemble, la voie d'une transition équitable et solidaire. Mus par une vision commune, celle de permettre aux jeunes générations un épanouissement comparable au nôtre, dans un environnement sain et avec un minimum de tensions sociales, nous saurons

trouver des solutions locales, et, s'il le faut, les faire advenir à plus grande échelle.

Le rôle d'une municipalité dans cette transition est tout aussi important que les autres échelons administratifs. De nombreuses collectivités locales ont d'ailleurs pris récemment des décisions fortes concernant, par exemple, l'usage de produits phytosanitaires, des cantines 100% bio, l'aide à l'installation agricole, le soutien à la mobilité douce, la démocratie directe, l'accueil de personnes exilées, etc... En Lozère, où la vocation écologique et sociale du territoire est évidente, difficile de ne pas s'interroger également. En premier lieu, il convient de formaliser la reconnaissance du constat environnemental, en décrétant l'**Etat d'Urgence Ecologique**. Il s'agira ensuite de traduire cette déclaration par des actions en adéquation avec ce positionnement.

Bien entendu, les compromis seront parfois difficiles à trouver dans un monde où les ressources des collectivités locales fondent comme neige au soleil, et où la moindre petite mesure écologique apparaît financièrement insoluble. Il faudra également veiller à ce que cette déclaration d'urgence écologique ne soit pas utilisée pour léser certaines personnes qui subissent d'ores et déjà des situations injustes. Il s'agira à l'inverse de chercher les opportunités où une décision sera à la fois bénéfique pour créer de la solidarité, et améliorer les conditions écologiques. Ces circonstances existent, nous en sommes convaincu.es.

Nous, citoyennes et citoyens de xxxx, proposons donc ouvertement à la mairie de se déclarer en état d'urgence écologique, d'en informer ses habitant.es, et de tenir compte de cet engagement dans toutes ses futures décisions.

1 Quelles que soient les émissions mondiales de gaz à effet de serre des deux prochaines décennies (même si elles étaient stoppées net demain), la tendance climatique serait globalement la même jusqu'en 2040, car le système climatique possède environ 20 ans d'inertie. Ainsi, nous subissons aujourd'hui les effets des émissions cumulées d'avant l'an 2000 uniquement.

2 Se passer complètement de pétrole serait nécessaire d'ici 2040 pour éviter un « chaos climatique », mais il se pourrait que l'approvisionnement devienne incertain avant cette date en raison de conflits sociaux, de chocs financiers ou écologiques.

Bonnes réflexions